



## COMMUNIQUÉ

### Annonces gouvernementales sur la santé

### Assez de communication : nous voulons des actes

Le nouveau premier ministre a affirmé, au CHU de Dijon, le samedi 13 janvier 2024, « *parmi tous les problèmes que nous avons à résoudre [...] l'hôpital est en haut de la pile* ». Il a alors promis « *32 milliards d'euros supplémentaires* » : **esbroufe**. Gabriel Attal se contente d'effets de communication en annonçant cette enveloppe de 32 milliards sur 5 ans pour la santé, enveloppe qui n'est autre que l'évolution annuelle, normalement prévue au budget de l'Assurance Maladie.

**On ne peut pas présenter un budget déjà voté pour les prochaines années comme des « milliards supplémentaires ».**

La loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027 fixe, en effet, les plafonds pluriannuels de l'objectif national des dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) à l'horizon 2027, le faisant passer de 247,6 milliards d'euros en 2023 à 278 milliards d'euros en 2027 (+ 2,9 %), soit une trentaine de milliards d'euros.

Or, l'Ondam prévu par la loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) pour 2024 ne sera, en évolution, que de 3,2 %. Elle est, alors, inférieure au coût des dépenses de santé prévues (autour de 4,5 %) et très loin des exigences portées par les personnels de santé (10 %).

**Plutôt que des effets d'annonces trompeuses, nous exigeons des actes.**

La seule mesure sérieuse, permettant de mettre « *l'hôpital en haut sur la pile* » serait de réviser immédiatement l'Ondam à la hausse, à partir de la loi rectificative de financement de la Sécurité sociale : « *dont acte* » monsieur Attal.

Les propos tenus par le président de la République n'ont pas permis de nous rassurer, notamment avec l'augmentation des franchises sur les médicaments de 0,5 à 1 euro. Quand il évoque une meilleure coordination entre la médecine de ville et l'hôpital, il ne fait « *qu'enfoncer des portes ouvertes* » s'il n'y a pas une politique plus offensive vis-à-vis de la formation des futurs médecins, dès aujourd'hui, avec des investissements conséquents dans les universités de médecine, pour une grande partie fermées ces dernières années, avec des maîtres de stage en nombre insuffisant.

Alors que la population considère que les questions d'accès aux soins et les moyens alloués à notre système de santé doivent être une des principales préoccupations des politiques publiques, le gouvernement continue de donner des signes contradictoires.

La nouvelle composition ministérielle, avec la disparition d'un ministre de la Santé en plein exercice, interroge fortement et questionne sur la volonté gouvernementale.

**Il est urgent d'imposer un autre projet.**

La crise sanitaire et sociale du pays nécessite des mesures financières et politiques urgentes :

- Pour la branche maladie de la Sécurité sociale, un véritable plan de rattrapage pour le service public afin de sortir de la désertification médicale grandissante, de l'austérité hospitalière, de l'augmentation des inégalités sociales de santé, du désengagement de la Sécurité sociale vers les complémentaires santé ;
- Pour les retraites, une augmentation immédiate de 10 % ;
- Pour l'autonomie, une loi de programmation pluriannuelle « grand âge » dotée de 0,5 à 1 point de PIB supplémentaire, pour répondre à d'immenses besoins d'aujourd'hui et demain, auxquels ne répondent pas le saupoudrage et les mesurette du gouvernement.

L'hôpital public mérite mieux que des artifices de communication, alors que 100 000 emplois supplémentaires sont nécessaires actuellement.

**Alors, assez d'esbroufe, nous voulons des actes.**

Montreuil, le 18 janvier 2024